



Vincent MONTAUDOUIN
Commissaire aux Comptes

600 rue de la Juine
45160 OLIVET

tél : 02 38 76 06 00
fax : 02 38 63 04 50

www.cogep.fr
vmontaudouin@cogep.fr

ASSOCIATION APLEAT-ACEP

Siège social : 27 rue des Grands Champs 45000 ORLEANS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

COGEP AUDIT

Siège social : 2658 Route d'Orléans, 18230 Saint-Doulchard

Société de commissariat aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de **Versailles et du Centre**

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
INSCRITE À LA COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE BOURGES

SAS AU CAPITAL DE 600 000 € - RCS 389 488 727 BOURGES - SIÈGE SOCIAL : 2658 ROUTE D'ORLÉANS - BP 55 - 18230 SAINT DOULCHARD

MEMBER OF  INTERNATIONAL. A WORLD-WIDE NETWORK OF INDEPENDENT ACCOUNTING FIRMS AND BUSINESS ADVISERS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

A l'assemblée générale de l'ASSOCIATION APLEAT-ACEP

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION APLEAT-ACEP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les produits de tiers financeurs se sont élevés à 8 591 432 euros au 31/12/2024 et les produits à recevoir à 824 935 euros, principalement composés de financements à recevoir. Notre approche a consisté à apprécier les montants comptabilisés à partir des conventions de subventions reçues et à vérifier les encaissements perçus par l'examen des relevés bancaires de l'exercice. Cette analyse nous conduit également à valider la reconnaissance des fonds dédiés et crédits non reconductibles qui s'élèvent à 2 308 369 euros au 31/12/2024. Les travaux réalisés sur les fonds dédiés et CNR ont consisté à vérifier la comptabilisation, leur affectation et la césure des exercices en fonction de l'utilisation des fonds au cours de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude

peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Orléans, le 18/06/2025.

Le commissaire aux comptes

COGEP AUDIT



Vincent MONTAUDOUIN

La responsable technique



Audrey SCHUBERT

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	34 019	33 355	664	3 091
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	275 066	28 964	246 102	213 565
	Constructions	4 884 180	1 758 779	3 125 402	2 708 323
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	165 740	118 267	47 473	10 213
	Autres immobilisations corporelles	2 406 230	1 524 502	881 727	815 697
	Immobilisations corporelles en cours				2 178
	Avances et acomptes	1 584		1 584	1 584
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations	7 076		7 076	8 576
	Autres titres immobilisés	104 759		104 759	102 670
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	13 049		13 049	12 476
TOTAL (I)		7 891 704	3 463 867	4 427 837	3 878 375
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	86 730		86 730	42 451
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	6 987		6 987	6 987
	Avances et Acomptes versés sur commandes	53 099		53 099	60 602
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	123 540		123 540	168 221
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	841 326		841 326	1 518 842
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	713 290		713 290	651 992
	DISPONIBILITES	5 243 932		5 243 932	5 351 377
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	59 494		59 494	42 638
	TOTAL (II)	7 128 398		7 128 398	7 843 111
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		15 020 102	3 463 867	11 556 235	11 721 486
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					



Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	94 813	94 813
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 083 811	871 872
	Réserves pour projet de l'entité	1 083 811	871 872
	dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
	Autres		
	Report à nouveau	(456 533)	
	Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 278 599	900 582
	Excédent ou déficit de l'exercice	171 604	133 423
	dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
	Total des fonds propres (situation nette)	2 172 295	2 000 690
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	309 798	258 316
	Provisions réglementées	1 608 171	1 638 390
	Total des autres fonds propres	1 917 969	1 896 706
	Total des fonds propres	4 090 264	3 897 396
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	2 308 369	3 565 962
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
	Total des fonds reportés et dédiés	2 308 369	3 565 962
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	245 954	237 101
	Total des provisions	245 954	237 101
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 765 713	2 414 372
	Emprunts et dettes financières divers	1 350	1 350
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	327 044	336 456
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 435 838	1 222 043
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	68 821	
	Autres dettes	272 571	8 270
	Produits constatés d'avance	40 311	38 535
	Total des dettes	4 911 648	4 021 027
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		11 556 235	11 721 486
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		171 604,45	133 423,04
(1) Dont à moins d'un an		2 628 339	1 932 228
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		190 919	186 224

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	170	318
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	2 989	1 510
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	236 903	171 621
	dont parrainages	6 231	6 483
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	8 591 432	8 872 057
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	532 496	640 148
	Utilisations des fonds dédiés	1 473 848	1 261 920
	Autres produits	57 295	59 394
Total des produits d'exploitation		10 895 132	11 006 969
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 566 507	1 629 470
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	914 403	864 950
	Salaires et traitements	5 212 321	4 813 728
	Charges sociales	2 009 351	1 843 414
	Dotation aux amortissements et dépréciations	445 939	387 807
	Dotation aux provisions	72 742	223 101
	Reports en fonds dédiés	630 870	1 150 729
	Autres charges	6 418	12 374
Total des charges d'exploitation		10 858 551	10 925 573
RESULTAT D'EXPLOITATION		36 581	81 396

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		36 581	81 396
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	108 228	56 098
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers		108 228	56 098
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	52 484	33 586
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		52 484	33 586
RESULTAT FINANCIER		55 745	22 512
RESULTAT COURANT avant impôts		92 325	103 908
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	16 309	3 633
	Sur opérations en capital	69 376	1 857 192
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	31 826	
	Total des produits exceptionnels	117 510	1 860 824
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	1 657	21 221
	Sur opérations en capital		598 694
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 607	1 210 381
	Total des charges exceptionnelles	3 264	1 830 295
RESULTAT EXCEPTIONNEL		114 246	30 529
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		34 967	1 014
TOTAL DES PRODUITS		11 120 870	12 923 892
TOTAL DES CHARGES		10 949 265	12 790 469
EXCEDENT ou DEFICIT		171 604	133 423
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		4 660	4 784
TOTAL		4 660	4 784
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		4 660	4 784
TOTAL		4 660	4 784

Faits caractéristiques

Sur l'exercice, l'association a fait l'acquisition de nouveaux locaux au 178 route de la Chapelle à Bourges pour 353 950€ financé principalement par un emprunt à hauteur de 337 055€.

Règles et Méthodes Comptables

Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

Objet social de l'entité :

- Réduire les fragilités médico–psycho–socio–éducatives et les pathologies associées ;
- Réduire par la prévention les inégalités, les exclusions sociales et culturelles ;
- Prendre part à l'amélioration des pratiques professionnelles ;
- Contribuer aux politiques publiques et participer à leur évaluation.

Missions sociales réalisées :

- Intervention auprès des personnes en difficultés spécifiques, en situation d'exclusion ou de fragilité
- Déploiement des actions en région Centre Val de Loire autour de 4 pôles de compétence :
 - *Addictologie ;
 - *Maladies chroniques ;
 - *Jeunesse (prévention addictologie ; prévention spécialisée, PAEJ...) ;
 - *Accompagnement des gens du voyage

Moyens mis en œuvre et ressources :

- Gestion d'équipements d'hébergement et de soins, actions d'accueil, d'écoute et d'accompagnement, ainsi que tout autre moyen permettant la réalisation de son projet ;
- Actions de prévention et interventions précoces ;
- Actions de sensibilisation, de formation et de recherche ;
- Actions d'information par la tenue de réunions et de colloques.

Règles et Méthodes Comptables

Règles générales

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 22/04/2025 par les dirigeants de l'association.

Méthode générale

Les comptes annuels de l'exercice au **31/12/2024** ont été établis conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 et 2020-08 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 relatif au plan comptable général.

L'Association gérant des établissements relevant du code de l'action sociale et des familles, elle entre dans le champ d'application du règlement n°2019-04 du 8 novembre 2019 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Règles et Méthodes Comptables

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Méthode d'amortissement

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans

Règles et Méthodes Comptables

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau: 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier: 10 ans

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition, hors frais accessoires.

A la clôture de l'exercice, les VMP sont évaluées à la valeur du marché. En cas de moins-value latente, une dépréciation est constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur du marché. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, elles sont mentionnées en information dans l'annexe.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Règles et Méthodes Comptables

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,38%
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 5%
- Table de taux de mortalité : Table réglementaire TV 88/90

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés en matière d'engagements de retraite s'élève à 231 954 euros au 31/12/2024. Ce montant fait l'objet d'une provision pour charge au 31/12/2024.

Rémunérations allouées aux dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant de rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés n'est pas précisés pour des raisons de confidentialité, seul le Directrice générale percevant une rémunération et des avantages en nature.

Evènements postérieures à l'exercice

L'autorisation d'exploitation de l'activité de prévention spécialisée est reprise par le Conseil Départementale du Cher à compter du 01/01/2025.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	33 613		488		81	34 019
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	33 613		488		81	34 019
CORPORELLES	Terrains	239 671		35 395			275 066
	Constructions sur sol propre	3 028 882		247 765			3 276 647
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	1 235 887		369 468	(2 178)		1 607 533
	Instal technique, matériel outillage industriels	119 845		45 895			165 740
	Instal., agencement, aménagement divers	786 631		122 195			908 826
	Matériel de transport	816 053		112 389		6 825	921 617
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	515 063		60 723			575 786
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	2 178			2 178		
	Avances et acomptes	1 584					1 584
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		6 745 794		993 832		6 825	7 732 800
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	8 576				1 500	7 076
	Autres titres immobilisés	102 670		2 089			104 759
	Prêts et autres immobilisations financières	12 476		1 518		946	13 049
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	123 722		3 608		2 446	124 884
TOTAL		6 903 129		997 927		9 352	7 891 704



Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	30 521	2 834		33 355
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	30 521	2 834		33 355
CORPORELLES	Terrains	26 106	2 858		28 964
	Constructions sur sol propre	982 948	119 791		1 102 739
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	573 497	82 542		656 040
	Instal technique, matériel outillage industriels	109 632	8 636		118 267
	Autres instal., agencement, aménagement divers	350 645	75 202		425 847
	Matériel de transport	583 616	82 075	6 825	658 866
	Matériel de bureau, mobilier	367 789	72 001		439 789
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 994 233	443 104	6 825	3 430 512
TOTAL		3 024 754	445 938	6 825	3 463 867



Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	1 638 390	1 607	31 826	1 608 171
	PROVISIONS REGLEMEENTEES	1 638 390	1 607	31 826	1 608 171
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	223 101	72 742	63 889	231 954
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Autres	14 000			14 000
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	237 101	72 742	63 889	245 954
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="font-size: 3em; margin-right: 10px;">{</div> <div> Sur immobilisations <div style="margin-left: 10px;"> incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières </div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		1 875 491	74 349	95 715	1 854 125
Dont dotations et reprises <div style="display: flex; align-items: center; margin-left: 10px;"> <div style="font-size: 3em; margin-right: 10px;">{</div> <div> - d'exploitation - financières - exceptionnelles </div> </div>			72 742 1 607	63 889 31 826	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					



Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	7 076		7 076
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	13 049		13 049
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	123 540	123 540	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	970	970	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	840 356	840 356	
	Charges constatées d'avance	59 494	59 494	
	TOTAL DES CREANCES	1 044 485	1 024 359	20 125
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	190 919	190 919		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	2 574 794	305 839	561 082	1 707 872
	Emprunts et dettes financières divers	1 350	1 350		
	Fournisseurs et comptes rattachés	327 044	312 690	14 353	
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	545 596	545 596		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	687 690	687 690		
	Impôts sur les bénéfices	27 378	27 378		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	175 173	175 173		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	68 821	68 821		
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	272 571	272 571		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	40 311	40 311		
	TOTAL DES DETTES	4 911 648	2 628 339	575 436	1 707 872
Emprunts souscrits en cours d'exercice		488 429			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		142 143			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



Produits à recevoir

		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		847 207
Autres créances clients		9 352
Fact A Etablir	9 352	
Autres créances		837 855
Div Produits A Recevoir	824 935	
INTERETS COURUS A RECEVOIR	12 920	

Charges à payer

		31/12/2024
Total des Charges à payer		1 047 327
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2 405
Intérêts courus s/ emprunts	2 405	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		65 600
Fourn. Fact.Non Parvenues	65 600	
Dettes fiscales et sociales		900 097
Dettes Pr Pour Conges A	499 524	
Personnel - Autres Charges Pa	8 897	
Charg.Soc./Conges A Payer	258 685	
Effort Construction	22 840	
Charges Sociales - Charges Pa	4 916	
Etat - autres charges à payer	105 235	
Dettes fournisseurs d'immobilisation		68 821
Frs immobil. - fact. non parve	68 821	
Autres dettes		10 403
Charges Payer	10 403	

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		59 494	59 494
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			59 494



Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		2 348 680	2 348 680
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			2 348 680

Y compris les fonds dédiés

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	94 813				94 813
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	871 872		211 938		1 083 811
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	871 872		211 938		1 083 811
Autres réserves					
Report à nouveau		(456 533)			(456 533)
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	900 582	589 956	118 516	330 455	1 278 599
Excédent ou déficit de l'exercice	133 423	(133 423)	171 604		171 604
dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée					
Situation nette	2 000 690		502 059	330 455	2 172 295
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	258 316		104 558	53 076	309 798
Provisions réglementées	1 638 390		1 607	31 826	1 608 171
TOTAL	3 897 396		608 224	415 356	4 090 264



Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Cf.état Subventions d'exploitation	1 369 882	444 630	854 919		(414 644)	544 949	
CNR liés à l'exploitation	1 388 561	186 240	522 397			1 052 404	
CNR liés à l'investissement	807 519		96 532		29	711 016	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	3 565 962	630 870	1 473 848		(414 615)	2 308 369	



Concours publics et subventions

31/12/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics		6 155 803	449 208			6 605 011
Subventions d'exploitation	25 954	1 370 148	464 782		125 538	1 986 421
Subventions d'investissement		(23 341)	500	66 185	19 818	63 162
TOTAL	25 954	7 502 610	914 490	66 185	145 355	8 654 594

Le montant négatif correspond au solde d'un subvention d'investissement totalement amorti.



Autres informations

Rémunération des commissaires aux comptes :

Commissaire aux comptes titulaire

Honoraire de certification des comptes : 9 660 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Rémunérations allouées aux dirigeants :

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant de rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 euros durant l'exercice.

Contributions volontaires en nature

L'association bénéficie de contributions bénévoles et gratuites.

Au cours de l'année 2024, ces contributions se sont élevées à 400 heures au titre d'actions.

Ces heures sont valorisées au taux horaire du SMIC, soit 11,65 € au 31/12/2024.

Les heures réalisées dans le cadre du bénévolat sont valorisées à 4 660 Euros.



Effectif moyen

	31/12/2024	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures	34	
	Professions intermédiaires		
	Employés	103	
	Ouvriers		
	TOTAL	137	



Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

	31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT COMPTABLE	171 604	133 423
Reprise du résultat antérieur		
EXCEDENT ou DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	171 604	133 423
Dont résultat effectif sous gestion propre	48 658	145 243
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	122 946	(11 820)



Engagements financiers

	31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés			
Autres engagements			
Cf. état Engagements financiers - Autres engagements		2 064 803	
		2 064 803	
Total des engagements financiers (1)		2 064 803	
(1) Dont concernant :			
Les dirigeants			
Les filiales			
Les participations			
Les autres entreprises liées			

Détail - Autres engagements

Engagements financiers - Autres engagements	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
CE Hyp.Légale Spéc.Prêteur et HCNR emprunt 1.3 M€	1 175 155	
CE Privilège du prêteur de deniers emprunt 155 K€	39 223	
CE Caution bancaire	5 803	
Crédit Coop.Privilège prêteur de denier emprunt 700 K€	449 421	
Crédit Coop. Privilège prêteur de denier emprunt 337 K€	310 000	
HSBC Emprunt hypothèque	63 387	
HSBC Emprunt hypothèque	21 814	
Totalisation	2 064 803	

